



Faut-il faire croire que la liberté homosexuelle consiste uniquement dans le mariage bourgeois ?

samedi 12 janvier 2013, par [Tiekoura Levi Hamed](#)

Faut-il faire croire que la liberté homosexuelle consiste uniquement dans le mariage bourgeois ?

Non ! La libération homosexuelle ne signifie pas et ne nécessite pas la glorification du mariage bourgeois ni la mainmise de l'Etat bourgeois sur les relations humaines, pas davantage celles des homosexuels que celles des hétérosexuels.

Non ! Les droits des homosexuels ne nécessitent pas le mariage lequel ne garantit en rien leur reconnaissance ni leurs droits. Ce n'est pas l'Etat bourgeois qui doit légiférer sur les relations homo pas plus que sur les relations hétéros. Autrefois, le mouvement homosexuel n'avait pu devenir public que parce que son aile révolutionnaire l'avait lancé et, à cette époque, ce que nous avons dit plus haut semblait une évidence pour ceux qui soutenaient ce mouvement.

Bien sûr, nous pouvons être solidaires du courant démocratique, type social-démocrate, qui revendique le mariage homo face aux tenants de la famille traditionnelle, catholique ou pas, qui sont aussi généralement des tenants de travail-famille-patrie. Mais cela ne signifie pas que nous nous reconnaissons dans la manière dont le gouvernement social-démocrate enferme la revendication et la révolte homosexuelle dans un cadre bourgeois et petit-bourgeois du mariage et de la famille homos.

Comme on le sait, le gouvernement de gauche a choisi de placer le combat contre l'homophobie sur le terrain du seul mariage. Loin de s'être toujours fait sous l'égide de l'Etat bourgeois, ce combat a une tradition bien plus radicale anti-étatique et même révolutionnaire. Certes, on ne peut que combattre les courants de droite, catholiques ou pas, qui manifestent contre le droit au mariage homosexuel au nom de la famille traditionnelle, soi disant indispensable pour protéger les enfants. Les beaux hypocrites que voilà ! Ils défendent l'ordre bourgeois dont le mariage bourgeois est l'un des piliers et qui a, pendant des décennies soumis les enfants à une dictature très difficile à combattre même dans le cas de parents clairement abusifs et pas les intérêts des enfants. Cependant, on ne peut se réjouir du fait que le gouvernement de gauche ait placé la prétendue reconnaissance des droits des homosexuels sur le seul terrain du mariage homosexuel. Certains aimeraient faire croire aujourd'hui que le mariage serait le moyen essentiel et presque le but de la libération homosexuelle, ce qui n'est nullement le cas. Les droits des homosexuels doivent être les mêmes que ceux des hétérosexuels mais ces droits des hétérosexuels ne sont pas essentiellement impliqués par le mariage ni contenu dans son autorisation. Les hétérosexuels qui ne se marient pas, qu'ils soient pacsés ou pas, ont eux aussi des droits. Les

homosexuels qui ne se marient pas devraient être eux aussi reconnus dans leurs droits. Les relations entre hommes, entre femmes comme entre homme et femme ne devraient pas avoir besoin d'en passer par le mariage pour être libres. La liberté du droit bourgeois est toujours une chaîne...

Bien sûr, la gauche gouvernementale d'Hollande, comme Obama aux USA, sait ce qu'elle fait en lançant ce thème du mariage homosexuel, c'est-à-dire en plaçant la liberté des homosexuels sur le seul terrain du droit bourgeois, d'une institution essentielle de la société bourgeoise. Cela amène les traditionalistes à se gendарmer parce qu'on aurait mis en cause le pilier de la famille mais cela mène aussi à enfermer la lutte pour la liberté homosexuelle dans le soutien à ce même pilier.

Bien sûr, toutes ces considérations ne mènent nullement à accorder un soutien à ceux qui manifestent contre le mariage homosexuel mais seulement à dépasser largement cette question (celle du mariage), en ce qui concerne la lutte pour les droits égaux des homosexuels par rapport aux hétérosexuels.

C'est certainement une excellente chose que l'opinion publique soit bien moins défavorable aux homosexuels qu'autrefois mais cela ne signifie pas que l'Etat bourgeois, même gouverné par la gauche ou par un Obama, soit le véritable ami des homos, pas plus que des hétéros, pas davantage que des milieux populaires ou des travailleurs. Cela arrangerait bien ce gouvernement que la lutte gauche/droite sur la question du mariage des homos la fasse passer pour courageuse face à la droite, face à la réaction, face aux traditionalistes alors que ce n'est nullement le cas. Au moment où, sur le plan social, le gouvernement de gauche est en train de faire passer des attaques que la droite n'était pas parvenue à imposer (comme la flexibilité des salaires, des horaires, des emplois, des sites et des conditions de travail signée récemment par le patronat, le gouvernement et certains syndicats), cela l'arrangerait bien de se faire une meilleure réputation sur un terrain où elle ne rompt nullement avec l'ordre bourgeois puisque le mariage, même s'il est homo, reste une institution de l'ordre bourgeois.

Aujourd'hui, alors que les classes dirigeantes finissent par admettre partiellement et sous conditions quelques droits des homosexuels, cela ne signifie pas que le cadre bourgeois suffise à réaliser véritablement la libération homosexuelle. Pas plus que la libération des femmes ! Pas plus que celle des enfants ! Et pas plus que la libération des hommes, qui sont utilisés par cette société d'exploitation pour développer une image de soumission de la femme et une image de celle-ci d'objet sexuel dédié aux fantasmes masculins. Les homosexuels, comme tous les opprimés et tous les exploités, comme les femmes, comme les enfants, comme tous ceux qui subissent une oppression particulière au sein de la société bourgeoise, devront mener un combat aux côtés des exploités contre ce système et contre ces Etats.

Que ces derniers se présentent aujourd'hui hypocritement comme les défenseurs des droits égaux pour les homos, comme ils le font tout aussi hypocritement pour les femmes et les enfants, n'y change rien. La libération homosexuelle reste un combat contre le capitalisme et qui nécessite de ne pas pactiser avec l'Etat

bourgeois, fût-ce sous prétexte d'obtenir la légalisation des droits.

Pour reconnaître les droits des homos, il n'était nul besoin de spécifier particulièrement le mariage qui n'est qu'un droit parmi tant d'autres dont nombre de couples hétéros se passent très bien et dont les couples homos peuvent très bien se passer s'ils ont des droits égaux aux hétéros.

Pas besoin du mariage pour interdire toute forme de discrimination vis-à-vis des homosexuels, pour leur donner tous les droits qu'ont les hétéros, par exemple la reconnaissance de responsabilité d'un adulte pour les enfants sur simple déclaration, vérifiée, de ceux-ci, comme la responsabilité de s'occuper des études, de la santé, etc, comme le droit à protection de la communauté de logement, de la communauté des biens, ou l'accès à l'AMP égal aux couples hétéros aussi, etc... Tout cela ne nécessite nullement un mariage pour les hétéros et pas non plus pour les homos.

En ce qui concerne la prétention à faire du cadre familial la protection essentielle et même unique des enfants, cela n'est pas plus vrai pour le mariage hétéro que pour le mariage homo. Qu'un couple décide de vivre ensemble et prenne en charge les enfants ne prouve pas que ceux-ci vont y trouver leur compte et que l'autorité des adultes ne sera pas oppressive et elle l'est bien souvent, même quand les parents n'en ont pas conscience.

Nous ne proposons bien sûr pas de retirer les enfants à la garde de leurs parents mais nous refusons le discours selon lequel ces derniers seraient les seuls à pouvoir protéger et faire progresser les enfants. La collectivité a elle aussi son rôle à jouer. Il serait nécessaire que les enfants aient un milieu plus large que deux parents pour y trouver des aides, des soutiens, des oreilles, des références et éventuellement des témoins de mauvais traitements. Ce n'est pas le cas dans la société actuelle. Nous ne voulons pas ici dresser un modèle d'autre société plus libre et plus sociale que le monde actuel mais seulement rappeler que la dépendance des deux seuls parents, ou parfois d'un seul, peut être cause de graves dérives et même d'exploitation ou d'oppression des enfants.

Les catholiques et autres traditionalistes qui se mobilisent dans les rues en prétendant que le mariage chrétien est la protection de l'enfance devraient d'abord nous expliquer pourquoi il n'a jamais protégé les enfants confiés à des prêtres et qui ont été abusés. Ils devraient nous expliquer pourquoi ils s'opposent tant au droit des prêtres de se marier ce qui éviterait sans doute bien des dérives pédophiles...

L'hypocrisie des traditionalistes et leurs positions réactionnaires ne doivent pas nous empêcher de critiquer les objectifs que les courants favorables aux droits des homosexuels se sont donnés dans cette affaire sous l'égide de la social-démocratie et des courants démocratiques de la petite bourgeoisie et qui sont très loin des débuts révolutionnaires du courant de libération homosexuelle des années 70 qui était issu de la révolution noire américaine, de la révolte contre les guerres

impérialistes au Vietnam ou en Algérie, de la révolte de 1968 et des révolutions du tiers-monde.

A l'époque, les fers de lance du mouvement pouvaient se revendiquer de révolutionnaires comme Daniel Guérin et lier leur combat à celui des peuples et de prolétaires au lieu de se contenter de revendiquer un cadre légal. Ils se refusaient à tout soutien à l'Etat bourgeois et à toute soumission à celui-ci. On en est très loin. Il y a eu du chemin de parcouru mais à reculons, contrairement à ce que prétend la gauche.

Certes, dans les années 70, c'étaient de toutes petites minorités qui défendaient les droits des homosexuels et le mouvement ouvrier était opposé à ces droits, soutenant même souvent l'homophobie comme le PCF, le PS, la CGT et une partie de l'extrême gauche ainsi que l'essentiel de la classe ouvrière. Par contre, ceux qui avaient le courage de mener ces combats étaient révolutionnaires et ne voulaient aucunement pactiser avec la société bourgeoise ni avec son Etat. Les partisans de l'ordre bourgeois, dans le mouvement ouvrier comme en dehors, les présentaient comme des dépravés, des détraqués et des fous et cela signifiait que celui qui ne craignait pas de rendre public un tel combat ne craignait pas aussi, le plus souvent, de combattre l'ensemble de l'ordre bourgeois, aussi bien sur le terrain de la morale officielle que de l'ordre politique et social.

Ce n'est donc nullement une avancée que vient de réaliser le mouvement de défense des droits des homosexuels en se ralliant avec armes et bagages aux manœuvres de la gauche gouvernementale qui ramène ce combat au seul mariage bourgeois. Bien des militants de ce courant ont bien conscience que le mariage n'était pas leur première ni essentielle revendication et même parfois n'avait même pas été revendiqué par eux, vu qu'ils étaient d'une manière générale contre le mariage et contre l'ordre familial. Certains se disent qu'il vaut quand même mieux rouler sur ce terrain avec la gauche et avec le gouvernement et que ce sera un premier pas. Sauf que l'on n'entend quasiment aucune voix de ce courant se démarquant avec la manière dont cette gauche a transformé leurs anciens objectifs qui étaient autrement radicaux. Les droits des homosexuels n'y gagneront pas d'être remisés à une dépendance de l'Etat et de l'ordre bourgeois.

Dans les années 1960, alors que les sociétés occidentales connaissent une révolution sexuelle, la communauté homosexuelle s'organise politiquement pour se défendre contre l'homophobie et les persécutions qu'elle subit, à l'instar d'autres mouvements qui se développent à la même époque – notamment le mouvement de libération des femmes et le mouvement Black Power aux États-Unis – et s'imprègne du discours révolutionnaire qui caractérise alors la jeunesse contestataire.

Le mouvement homosexuel fait véritablement son apparition en juin 1969, au cours des émeutes de Stonewall qui explosent à New York autour du bar Stonewall Inn. Cet établissement du quartier Greenwich Village fait, le soir du 22 juin, l'objet d'une descente policière qui est ressentie par les clients comme « la descente de trop ». Des émeutes ont lieu dans le bar et dans les rues avoisinantes : des policiers sont

pris en otage, et pendant plusieurs jours, environ 2 000 émeutiers affrontent les forces de l'ordre dans le quartier.

Les émeutes de Stonewall qui ont commencé le 22 juin 1969 ont duré quelques jours. Affrontant la police, les homosexuels new-yorkais ont, pour la première fois, défié le pouvoir, les autorités et la société.

Dans la foulée plusieurs mouvements se créent pour fédérer cette nouvelle fierté homosexuelle. Le Gay Liberation Front naît aux États-Unis en 1969. Au Québec, mars 1971 voit la création du Front de libération homosexuel. En 1971, en France, influencé par le gauchisme post-soixante-huitard, naît le Front homosexuel d'action révolutionnaire. Ses slogans proclament avec humour : « prolétaires de tous les pays, caressez-vous ! » ou, plus ciblé : « lesbiennes et pédés, arrêtons de raser les murs ! » Le FHAR revendique la subversion contre l'État « bourgeois et hétéropatriarcal » et lutte contre l'exclusivité de l'« hétérosexisme ».

En France, la première grande action du militantisme homosexuel a lieu au début de l'année 1971. Le Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR), dont Guy Hocquenghem est l'un des principaux animateurs, interrompt une tribune de radio animée par Ménie Grégoire qui porte sur « l'homosexualité, ce douloureux problème¹ ». À l'époque, l'action est essentiellement organisée par des lesbiennes, parmi lesquelles de nombreuses militantes féministes et notamment l'écrivaine Monique Wittig mais au fil des mois, la composante masculine du FHAR augmente de manière constante. L'auteur de l'Anthologie de l'anarchisme, Daniel Guérin compte entre autres parmi les nouveaux membres, dont il représente l'esprit libertaire : « Démocratie directe » et « rejet du vedettariat » sont en effet des thèses politiques défendues par le FHAR. Issus des mouvements de révolte de Mai 68, les membres du FHAR veulent cependant confronter leurs idées au réel, et certains de leurs membres, tels Daniel Guérin ou Françoise d'Eaubonne, vont ainsi jusqu'à se déshabiller en pleine assemblée générale pour « vivre jusqu'au bout » leur discours sur la libération du corps. Cependant, la présence de plus en plus forte des hommes au sein du FHAR ainsi que des divergences de point de vue, poussent les femmes à se séparer du mouvement. La scission, dont Monique Wittig est une des principales instigatrices, devient effective avec la création du groupe des Gouines rouges qui se rallie ensuite progressivement au Mouvement de libération des femmes (MLF). Peu après la fin du FHAR en 1974, des militants se regroupent au sein d'un groupe appelé Groupe de Libération Homosexuelle (GLH). Rapidement des GLH se créent dans toutes les principales villes françaises. Chaque groupe est autonome et développe un axe idéologique qui lui est propre. Cela donne lieu à de nombreuses dissensions entre les différents GLH. À Paris, ces dissensions provoquent en 1975 l'éclatement du GLH-Paris en trois organisations distinctes : le GLH-Politique et Quotidien d'orientation radicale, le GLH-Groupes de Base plus réformiste et le GLH-14XII (la scission a lieu le 14 décembre 1975) qui se définit lui-même comme « libertaire et anti-féministe ».

Afin de dépasser les clivages idéologiques entre les groupes et avoir une action

commune contre les discriminations, l'idée progresse de créer une structure fédérative. Ce débat a lieu lors de la première Université d'été homosexuelle organisée par le GLH-Marseille à l'été 1979. Le Comité d'Urgence Anti-Répression Homosexuelle (CUARH) est créé à cette occasion. Le CUARH rassemble les GLH, des mouvements lesbiens comme le MIEL, le Centre du Christ Libérateur du Pasteur Joseph Doucé, le Groupe de recherche pour une enfance différente, etc. Le groupe Arcadie envoie un observateur mais ne s'associera pas à la démarche. Le CUARH se mobilise principalement pour la réforme du Code pénal et l'abrogation des dispositions discriminatoires des articles 330 et 331. Dans ce cadre, le CUARH organise une « marche nationale » à Paris le 4 avril 1981 à la veille des élections présidentielles. Avec 10 000 participants, cette marche est considérée comme la première véritable Gay pride française. Les dispositions discriminatoires sont abrogées le 4 août 1982.

Le Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR) est un mouvement parisien et autonome, fondé en 1971, issu d'un rapprochement entre des féministes lesbiennes et des activistes gays. On a pu y voir Christine Delphy, Françoise d'Eaubonne, Daniel Guérin, Pierre Hahn, Laurent Dispot, Jean Le Bitoux, René Schérer, etc. Le FHAR est assez connu pour avoir donné une visibilité radicale au combat gay et lesbien dans les années 1970 dans le sillage des soulèvements étudiants et prolétaires de 1968, qui ne laissèrent que peu de place à la libération des femmes et des homosexuels. En rupture avec les anciens groupes homosexuels moins virulents, voire conservateurs, ils revendiquèrent la subversion de l'État « bourgeois et hétéropatriarcal », ainsi que le renversement des valeurs jugées machistes et homophobes des milieux de gauche et d'extrême gauche. L'aspect outrageant pour les autorités des rencontres sexuelles (masculines) qui s'y déroulaient, et la prédominance numérique des hommes qui augmentait de plus en plus (ce qui occultait inévitablement petit à petit les questions féministes et les voix des lesbiennes) ont fini par amener à la scission du groupe. Sont alors apparus les Groupes de libération homosexuelle et les Gouines rouges au sein du Mouvement de libération des femmes.

La radicalité du mouvement et son côté très politisé ont aussi été repris par les mouvements LGBT des années 1990, inspirant en partie le courant queer aux États-Unis et en France.

En tout cas, les débuts du mouvement gay ont su trouver des révolutionnaires comme Daniel Guérin, des Félix Guattari, ou encore René Schérer. La revue *L'Antinorme*, qui explique dans son premier numéro : « Être militant au FHAR, c'est revendiquer notre liberté physique et morale par la destruction des lois de la société en place et des tabous de la religion judéo-chrétienne. » Pierre Hahn, militant en vue du mouvement de libération homosexuelle et un des fondateurs du FHAR (Front homosexuel d'action révolutionnaire), dans lequel Guérin a milité aussi un temps, a écrit dans une lettre à son ami : « Plus qu'à nul autre, les homosexuels vous sont reconnaissants, et moi le premier, pour tout ce que vous avez fait en leur faveur et à une époque où le dire jetait un discrédit sur son auteur. [...] Mais ce que vous

nous avez apporté de plus précieux, c'est une œuvre tout à la fois politique (dans le sens traditionnel) et sexologique : c'est La Peste brune plus Kinsey ; c'est Fourier et les textes contre le colonialisme ; c'est enfin vous-même. » Daniel Guérin affirmait : « La critique libertaire du régime bourgeois ne va pas sans une critique des mœurs. La révolution ne peut être seulement politique. Elle doit être, en même temps, culturelle, sexuelle et transfigurer ainsi tous les visages de la vie et de la société. »

Guérin déclarait : « Ne sacrifions pas la révolution sociale à la seule révolution sexuelle. Que l'une épaulé l'autre. » Cependant, Guérin a fait figure d'exception au sein des révolutionnaires et encore plus au sein du mouvement ouvrier, souvent carrément homophobe comme l'était le PCF. Le dirigeant stalinien Pierre Juquin écrivait : « La couverture de l'homosexualité ou de la drogue n'a jamais rien eu à voir avec le mouvement ouvrier. L'une et l'autre représentent même le contraire du mouvement ouvrier. »

N'oublions donc pas que la lutte des homosexuels, pas plus qu'aucune lutte, ne doit en rester à revendiquer, à faire des demandes à la société bourgeoise en restant dans son cadre mais doit mener au combat pour en finir avec celle-ci.